

COMMUNIQUE

«*Notre droit à la santé nous appartient*»

Constitution d'un comité de défense et de développement de l'hôpital public.

Inquiétude concernant le devenir des hôpitaux d'Ajaccio, de Bastia, de Bonifacio... Suppression d'emplois hospitaliers... Services d'urgence en difficulté... Risques de privatisation... Nouvelle loi « Hôpital, santé et territoires » tournant le dos aux missions de service public... Pas un jour ne passe sans que le droit à la santé pour tous et partout ne fasse l'objet d'une annonce menaçante voire d'une agression. Mais il n'y a pas de fatalité.

Les signataires de ce communiqué ont décidé de constituer un comité « *Notre droit à la santé nous appartient* » avec comme objectif, la défense et le développement de l'hôpital public. Dès les premiers jours de septembre, ils déposeront une motion précisant leur démarche auprès du préfet de Corse. Ce même jour, ils tiendront une conférence de presse. Puis ils annonceront d'autres initiatives afin de mobiliser le plus largement.

Les membres du comité «*Notre droit à la santé nous appartient*»:

- **Jean Louis BORDONADO**, médecin hospitalier
- **Jean Charles ORSUCCI**, maire de Bonifacio
- **Andrée PARIGI**, présidente de l'association A Salvia représentant les usagers au conseil d'administration de l'hôpital de Falconaja
- **François PERNIN**, chef du service d'urologie du centre hospitalier Notre-Dame de la Miséricorde
- **Dominique RENUCCI**, présidente de la section d'Ajaccio de la Ligue des Droits de l'Homme
- **Georgette SIMEONI**, présidente de l'UDAF de Haute-Corse représentant les usagers au conseil d'administration de l'hôpital de Falconaja. »

Ajaccio, le 29 juillet 2009